

AVEC LA CGT PRENEZ VOS AFFAIRES EN MAIN



D'un côté, les grands groupes font leur marché à coup de milliards en achetant et dépeçant des fleurons industriels comme Alstom. Ils organisent l'évasion fiscale et sociale en s'installant en Suisse, en Angleterre ou ailleurs. Leurs actionnaires se distribuent les dividendes. Les grands patrons s'octroient d'indécentes augmentations de salaires.

De l'autre côté, le pays produit moins de richesses par habitant qu'en 2007. Nous assistons à un effondrement productif. Des usines ferment, les suppressions d'emplois se succèdent, le chômage de masse, la précarité et la pauvreté s'étendent. Le pouvoir d'achat diminue pour l'immense majorité d'entre nous.

Chaque jour, dans des entreprises de nombreuses villes de France, des salariés se rassemblent et s'organisent pour lutter, résister et gagner ensemble. Tous, nous voulons travailler, créer, vivre dignement de notre travail.

En dépit de cette situation, le 31 décembre dernier, en guise de vœux pour 2014, le Président de la République faisait un pied de nez aux salariés de notre pays. Il nous annonçait son «pacte de responsabilité» passé avec Pierre Gattaz, président du Medef. Durant tout le mois de janvier, Il a distribué, par milliards, ses étrennes au patronat qui n'arrête pas de faire de la surenchère.

D'un côté, de très coûteux cadeaux sont faits aux entreprises : 30 milliards d'euros sont distribués, de nombreuses diminutions d'impôts leur sont

accordées en plus. Le patronat a pourtant toujours dit qu'il n'y aurait ni engagement ni contrepartie.

De l'autre côté, 50 milliards d'euros d'économies sont réalisés sur le dos des salariés, des privés d'emploi, des retraités. Ils subissent le blocage de leurs pensions de retraite et de leurs salaires, un tour de vis sur l'assurance maladie, la mise à mal de notre Sécurité sociale. Les privés d'emplois voient leurs droits rabotés et les collectivités territoriales sont mises à la diète.

La réalité, c'est qu'un véritable plan d'austérité est imposé au pays et à ses salariés. Le patronat, lui, est servi et répond :

«Je prends l'oseille et tais-toi!».

*« Nous voulons,
toutes et tous,
travailler, créer
vivre dignement
de notre travail »*

Alors ne nous taisons surtout pas ! Refusons de payer la facture des nouveaux cadeaux faits au patronat avec le fruit de notre travail.

Pour donner aux uns, le gouvernement prend dans la poche des autres. Mais qui peut croire, qu'en France et en Europe, une société qui fragilise les plus jeunes, précarise ses forces vives, protège moins ceux qui en ont besoin, et appauvrit les plus anciens, est une société qui se donne des chances d'aller mieux ?

Ces choix sont injustes. Ils ne sont ni socialement ni économiquement bons. Au contraire, c'est l'assurance d'un appauvrissement du pays et de ses salariés.

Ensemble nous pouvons transformer nos situations de travail et construire un avenir de progrès social. Mais rien ne se fera sans l'intervention des salariés. **Ensemble, organisons-nous sur nos lieux de travail. Le syndicat, ça sert à ça !**



Thierry Lepaon
Secrétaire général
de la CGT

TOUT DE SUITE AUGMENTER LES SALAIRES

Le patronat a déclaré la guerre aux salariés. Il mène une intense campagne pour faire croire que la

fiche de paie serait l'ennemie de l'économie et que notre travail coûterait aux entreprises. Le Smic lui-même est remis en cause par le Medef. En application du « Pacte de responsabilité » le gouvernement a gelé le point d'indice de des fonctionnaires pour 3 ans supplémentaires et exonéré complètement le patronat des cotisations sociales au niveau du Smic.

C'est inacceptable. Qui connaît un seul patron qui embaucherait pour que cela lui coûte de l'argent ? Au contraire :

le travail rapporte. Il rapporte même énormément aux entreprises et à leurs actionnaires. Moins le salarié est payé, plus cela leur rapporte. C'est cette vérité simple qu'ils veulent cacher. L'augmentation du pouvoir d'achat est le puissant moteur du développement économique.

Résolument et avec constance, la CGT se bat pour :

- Une augmentation générale des salaires dans le privé comme dans le public, la hausse des pensions et des minima sociaux, un Smic à 1 700 euros ;
- Reconstruire, partout, dans toutes les professions, des grilles de salaires à partir de ce salaire minimum de première embauche pour un salarié non qualifié ;
- Exiger, dans chaque entreprise, l'ouverture de négociations salariales.

LE PLEIN EMPLOI STABLE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Beaucoup de salariés ne connaissent que le contraire de l'emploi stable : ils vivent le chômage, la précarité, le manque de personnels qui conduit aux cadences infernales, aux surcharges de travail, au travail bâclé.

5 250 000 chômeurs de catégorie A, B, C inscrits à Pôle Emploi ! Le patronat multiplie les plans de réduction d'effectifs dans l'automobile, le commerce, la banque, la pharmacie, l'aéronautique. Le Premier ministre a annoncé des suppressions d'emplois dans plusieurs ministères et agences de l'État.

Cette spirale infernale est sans fin comme nous le voyons en Espagne, au Portugal ou en Grèce. Contrats d'apprentissage

et contrats de professionnalisation ont diminué l'année dernière : 83,7 % des embauches se font en CDD.

D'autres choix, favorables à l'emploi, sont possibles :

- Une politique d'embauches dans les entreprises et les services publics pour répondre aux besoins économiques et sociaux ;
- Une réglementation de nature à dissuader les entreprises d'avoir recours aux contrats précaires ;
- Des droits transférables pour les salariés afin de ne pas repartir à zéro dans chaque nouvel emploi.

POUR U
DYNAM
DE PR
SOCIAL

MA SÉCU, JE LA VEUX JE LA GARDE C'EST VITAL

Le « Pacte de responsabilité » met à mal notre Sécurité sociale. Il l'ampute d'abord d'une branche : la branche famille. Joli cadeau de 30 milliards d'euros fait au patronat des entreprises de droit privé !

Les exonérations de cotisations sociales, la diminution dégressive des cotisations sociales pour les salaires entre 1 et 1,3 fois le Smic, la politique d'austérité, vont assécher encore davantage les caisses de la Sécurité sociale. Les 10 milliards d'économies sur l'assurance maladie vont se traduire par une diminution de la qualité des soins dans un secteur déjà sous tension.

Le patronat des assurances est à l'affût depuis longtemps. Il réclame déjà un troisième niveau d'assurance : des « sur-complémentaires ». Moins de cotisations sociales, c'est beaucoup d'assurances privées très coûteuses pour les salariés.

A l'opposé, la CGT revendique :

- Un financement de la Sécurité sociale assise sur les cotisations sociales, le travail.
- Une reconquête de notre Sécurité sociale pour que nous décidions des choix qui nous concernent. La Sécurité sociale nous appartient ; elle est fondée sur les principes de solidarité, d'universalité et de démocratie sociale.
- Une protection basée sur des droits : droit à la retraite, à la santé, à la politique familiale...

UNE AUTRE FISCALITÉ POUR SE DONNER LES MOYENS D'AGIR

Lorsqu'il est question d'argent, le patronat est là ! Il ne se déplace pas pour rien. Il avait déjà gagné 20 milliards d'euros de Crédit Impôt Compétitivité Emploi payés par l'augmentation de la TVA. Il vient de gagner 8 milliards d'euros supplémentaires en baisse d'impôt !

C'est un formidable hold-up. Ce que ne payent pas les uns sera payé par les autres. Ce que ne payent plus les entreprises sera payé par nous. On assiste à un double transfert :

- Les cotisations sociales basculent vers la fiscalité ;
- Les impôts qui étaient payés par les entreprises seront

maintenant payés par les impôts qui pèsent sur les salariés comme c'est déjà le cas pour les impôts locaux.

A l'inverse de ces mécanismes, la CGT propose :

- De réhabiliter l'impôt progressif sur le revenu. Qui a de gros revenus doit payer en fonction de ses moyens pour le bien commun !
- De réduire le poids de la TVA qui pèse sur tous nos achats ;
- De rendre plus juste la fiscalité locale en tenant compte des revenus et en faisant réellement contribuer les entreprises ;
- De profondément transformer la fiscalité des entreprises pour les imposer en fonction de l'utilisation des bénéfices, des politiques salariales et d'emploi, de leurs activités financières et spéculatives, de l'investissement...

DES SERVICES PUBLICS POUR LA SOLIDARITÉ ET L'ÉGALITÉ

Le «Pacte de responsabilité» et l'austérité mettent à mal nos services publics : réductions d'emplois depuis les communes jusqu'au niveau de l'État, économies dans la santé, cure d'austérité pour les collectivités locales, redécoupage administratif et territorial sans concertation, réduction du périmètre de l'intervention publique, redéfinition des missions des agents, modification du rôle et de la place de l'État. L'État serait même «trop lourd, trop lent, trop cher» pour le Président de la République.

À l'inverse de cette conception étroite, la qualité des services publics français est un facteur d'attractivité de notre pays. Le patronat et les politiques qui en parlent devraient en savoir quelque chose !

La CGT le sait. Elle revendique des services publics de qualité.

- Pour mettre en œuvre les droits constitutionnels et fondamentaux : l'éducation et la formation, le travail, la liberté, d'expression, l'accès à l'information et la communication, la culture, l'eau et l'énergie, le logement, la justice et la sécurité...
- Pour assurer l'égalité d'accès et de traitement sur tout le territoire national, la continuité et l'adaptabilité ;
- Pour être au service du développement et du progrès social sur tout le territoire.

UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE POUR PRODUIRE ET CRÉER DE LA RICHESSE

La production industrielle est la grande absente du «Pacte de responsabilité». Pas un mot. Cela renverrait aux calamiteux résultats des politiques suivies, à la désindustrialisation, aux fermetures de sites dans l'automobile, dans la chimie, le bois-papier-imprimerie, la métallurgie, à la vente à la découpe d'un fleuron industriel tel qu'Alstom... Quelques vaines gesticulations ne peuvent masquer le renoncement et la capitulation. Le pays vit un effondrement productif.

Depuis plusieurs années, la CGT se bat contre la casse industrielle et pour une politique industrielle afin de produire de la richesse, de créer de la valeur et de l'emploi. L'argent doit aller à l'investissement productif, pas aux actionnaires et à la spéculation. Un «État stratège» doit orienter, impulser, développer, planifier, former.

Parmi beaucoup d'autres mesures, la CGT revendique :

- Un pôle financier public doté de moyens financiers, législatifs et réglementaires permettant d'arrêter la casse, de créer ou de recréer des filières ;
- Une politique cohérente de l'énergie avec un grand pôle public de l'énergie ;
- Porter à 3 % du PIB l'effort de recherche et développement.

LE PROGRÈS SOCIAL UNE DYNAMIQUE À CRÉER

Aucune raison ne peut justifier la dégradation de notre travail, le sacrifice de notre salaire, de notre protection sociale, de nos droits ...C'est cela qui conduit à la récession en France et en Europe ; ce que dénoncent aujourd'hui 82 organisations syndicales en Europe.

Au contraire, nous avons toutes les raisons d'exiger de travailler mieux, de voir notre activité professionnelle respectée et reconnue dans notre salaire. C'est en respectant le travail et les travailleurs que l'on construira une économie saine.

En tant de crise, l'avenir de chacune et de chacun exige plus que jamais solidarité et nouvelle répartition des richesses. C'est ce qu'ont obtenu les précédentes générations de travailleurs à des moments pourtant des plus difficiles pour le pays. En témoigne la création de la sécurité sociale au sortir de la seconde guerre mondiale. C'est aussi cela qui a permis le redressement du pays et des entreprises.

La situation d'aujourd'hui nécessite une amélioration et un renforcement important de notre modèle social afin qu'il réponde aux besoins de tous les salariés d'aujourd'hui. La CGT revendique, par exemple, une sécurité sociale professionnelle.

SE RASSEMBLER POUR GAGNER

TOUT D'ABORD RÉAGIR LÀ OÙ NOUS TRAVAILLONS !

Ne pas rester isolés dans son rapport avec l'employeur ou la hiérarchie. C'est la première fonction d'un syndicat, c'est l'une des premières raisons pour se syndiquer. Il n'y a pas photo : partout où la CGT rassemble un nombre de syndiqués important, voire massif, ses syndicats obtiennent des résultats et les salariés s'en sortent mieux.

NOUS UNIR ENTRE SALARIÉS DES DIFFÉRENTES ENTREPRISES ET DES SERVICES PUBLICS

C'est ce que la CGT propose à travers des actions à l'échelle professionnelle ou interprofessionnelle pour faire entendre la voix des salariés et peser sur les différentes négociations et face au gouvernement et au patronat. C'est pour cela qu'elle œuvre aussi pour l'unité du monde syndical face aux tentatives de divisions, y compris à l'échelle de l'Europe.

CHACUNE ET CHACUN D'ENTRE NOUS PEUT PRENDRE SA PLACE À LA CGT

Que nous soyons employé, ouvrier, cadre, technicien...quelque soit notre statut ou contrat de travail : CDI, CDD, travailleur intérimaire, privé d'emploi, retraité. Que nous soyons d'une petite ou grosse entreprise... Nous avons des raisons pour nous organiser, nous syndiquer ! La CGT est ouverte et disponible à toutes et à tous. Les militants de la CGT sont organisés pour cela dans de nombreuses entreprises ou établissements, ainsi que sur chaque territoire.

Vous ne voulez pas en rester-là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.
Bulletin de contact et de syndicalisation

NOM : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone : Courriel :
Âge : Profession :
Entreprise (nom et adresse) :

